

Mexique, Chiapas : une revue, du café et une souscription !

Le numéro 9 de la revue internationale de l'Union syndicale Solidaires est paru. Il comprend un premier chapitre sur **l'histoire sociale et le syndicalisme au Mexique**. Le second chapitre concerne **le mouvement zapatiste, son organisation autonome** dans les domaines du gouvernement, de la santé, de l'éducation et de la production notamment ; il expose aussi sa vision du monde associant, de manière originale et évolutive, des références politiques occidentales et des éléments propres à la culture ancestrale des communautés indigènes. Le troisième chapitre porte sur **le mouvement féministe et la condition des femmes** au Mexique et au Chiapas. Le dernier chapitre regroupe **des informations sur des luttes et des organisations proches des zapatistes**. Le dossier est complété par une annexe avec des textes fondamentaux des zapatistes, une bibliographie et des liens internet.



En parallèle est revenu le temps de la souscription pour le café zapatiste 2014. L'association Café solidaires organisera la livraison en septembre 2014, afin de respecter le rythme des coopératives zapatistes. Les commandes, par 10 paquets au minimum, sont à faire auprès de « Echanges solidaires - 6 rue Lois Blanc - 76100 Rouen ». Coût d'un paquet : 3,40 euros.

En août 2012 une demande a été faite à une délégation de l'Union Syndicale Solidaires qui s'est rendue en territoire zapatiste : aider les communautés à amener l'eau potable sur les terres récupérées. Cette eau est indispensable pour y poursuivre l'installation de communautés et améliorer les conditions de vie qui sont déjà rendues très difficiles par les agressions des organisations paramilitaires soutenues par les grands propriétaires et le gouvernement. Cette aide concernera des dizaines de communautés souvent éloignées les unes des autres. Le comité national de Solidaires a décidé de répondre favorablement à cette proposition en organisant une souscription nationale sur deux ans. **La première étape de cette souscription (de septembre 2012 à juillet 2013) a permis de réunir 8000 €, somme que les deux déléguées de Solidaires invitées en août de cette année à la Escuelita zapatiste ont pu remettre aux zapatistes. Mais la lutte continue, c'est pourquoi cette souscription se poursuit cette année.** Nous appelons tous les syndicats nationaux, toutes les fédérations et leurs syndicats, les Solidaires locaux à participer à cette souscription.

Italie : grève nationale à l'appel de syndicats de base, le 18 octobre

Trois syndicats de base, USB, CUB et COBAS, appellent à une journée de grève et de manifestations le 19 octobre : pour le renouvellement des conventions collectives, l'augmentation des salaires et des retraites et la réduction du temps de travail ; contre les politiques d'austérité en Italie et en Europe et contre le gouvernement italien de large coalition qui conduit ces politiques ; pour l'école et l'éducation publique, pour la santé et les biens communs publics, pour la construction d'un modèle social et environnemental différent ; pour la nationalisation des entreprises en difficulté ou d'intérêt stratégique pour le pays ; pour le droit à une véritable démocratie fondée sur la participation, qui refuse les pouvoirs autoritaires dans les lieux de travail et pour une législation démocratique sur les droits des travailleurs et la représentation syndicale.

Cette journée s'est poursuivie par des manifestations de divers mouvements sociaux le samedi 19 octobre. Si la grève a été inégalement suivie selon les secteurs, conséquence directe des implantations de ces trois syndicats, les manifestations, tant du 18 que du 19, montrent une capacité de mobiliser assez largement une partie de la population qui veut agir. **L'unité des syndicats de base, même si elle est difficile et encore une fois incomplète, si elle se complétait d'un travail commun avec la « gauche » de la CGIL, pourrait permettre de déboucher sur une mobilisation nationale** que refusent les confédérations CGIL, UIL et CISL.



Réseau syndical international de solidarité et de luttes

A l'occasion du congrès confédéral de la CGT de l'Etat espagnol, nous avons organisé une rencontre entre CSP-Conlutas (Brésil), CGT (Etat espagnol) et l'Union syndicale Solidaires, pour faire le point sur la coordination et l'animation de ce réseau lancé à l'occasion des rencontres internationales de Saint-Denis en mars 2013. Diverses mesures organisationnelles ont été décidées pour avancer lancer publiquement le site du réseau et surtout le faire vivre régulièrement. **La nécessité d'un travail par secteur professionnel ou sur un thème précis (immigration, femmes, ...)** a été rappelée ; c'est indispensable pour en faire un outil réellement à disposition de toutes les équipes militantes. Le site sera public à compter de décembre, nous y reviendrons dans un prochain bulletin... www.encontrointernacional.com

Iran : mouvement revendicatif au centre hospitalier Khomeiny

Le dimanche 20 octobre, plus de 200 infirmiers se sont rassemblés dans une salle de l'hôpital IK pour dénoncer le non-paiement des heures supplémentaires, le fait que celles-ci soient obligatoires et imposées par la direction de l'hôpital et la franchise de 5% sur les heures supplémentaires effectuées. **Les infirmiers ont jusqu'à 230 heures supplémentaires obligatoires et non payées.** En effet les hôpitaux imposent des heures supplémentaires aux infirmiers, alors que cette pratique est interdite par le code du travail, car il manque cruellement du personnel.

Lorsqu'elle paie ces heures, avec beaucoup de retard, la direction opère une réduction de 5%, qui n'a aucun fondement. Les infirmiers contestent aussi la politique du gel des embauches de la part du ministère alors que le volume de travail est en augmentation permanente et aussi parce que le chiffre d'affaire de l'hôpital a été multiplié.

www.iran-echo.com www.soliranparis.wordpress.com www.iranenlutte.wordpress.com

Espagne : pour la défense de l'école publique



Fin octobre, de puissantes manifestations ont eu lieu dans l'Etat espagnol, à l'appel de la « Plataforma estatal en defensa de la escuela pública », collectif regroupant les syndicats CCOO, UGT, Intersindical, CGT, des organisations d'étudiant-es, des associations de parents d'élèves, etc. Il y a avait ainsi 180 000 personnes dans les rues de Barcelone, et **la grève a été massivement suivie par les enseignant-es.** Un référendum populaire a été organisé, près de 2 millions de personnes y ont participé, marquant leur refus des contre-réformes gouvernementales. D'autres initiatives se préparent...

www.cgt.org.es www.intersindical.es

Tunisie : des grèves dans de nombreux secteurs professionnels

La situation en Tunisie est surdéterminée par la crise politique et sécuritaire ouverte par l'assassinat de Chokri Belaïd le 6 février dernier. Celle-ci s'est accélérée avec le développement d'actions armées de salafistes djihadistes, le renversement de Morsi en Egypte le 3 juillet, et l'assassinat d'un deuxième dirigeant du Front populaire le 25 juillet. Le pouvoir islamiste en place depuis les élections de l'automne 2011 est aujourd'hui discrédité, sans que les forces de gauche soient en capacité de proposer à elles seules une alternative crédible. Dans ces conditions le rôle central est revenu à l'UGTT qui prône, depuis juin 2012, un compromis entre toutes les forces politiques et sociales. Ce « dialogue », parrainé notamment par l'UGTT et le syndicat patronal, se propose de faciliter le départ du gouvernement Ennahdha et la mise en place d'un gouvernement provisoire. Celui-ci sera essentiellement chargé d'expédier les affaires courantes et de préparer les prochaines élections.

Plusieurs grèves nationales sectorielles sont annoncées ; elles complètent de nombreux mouvements locaux.

Les enseignant-es du Primaire (UGTT) prévoient une grève le 27 novembre. Les Diplômés Chômeurs organisent un mouvement national le 28 novembre, pour protester contre la politique gouvernementale en matière d'emploi et, par exemple, l'attribution de plus de 20 000 emplois sur la base de l'allégeance à Ennahdha. La fédération des finances de l'UGTT appelle à la grève les 27 et 28 novembre. Toujours le 27 novembre, une grève des transports aura lieu dans la région de Sousse, prémisse à un mouvement national appelée par la fédération générale du transport (UGTT) pour le 12 décembre.

Alors que la situation économique et sociale ne cesse de se dégrader, la satisfaction des revendications économiques de la population ne fait pas partie des objectifs des promoteurs de ce projet. Tout dépendra donc de la capacité des salarié-es et des structures syndicales combattives à mener des luttes. Dans ce cadre, l'action de l'Union syndicale Solidaires s'articule autour de plusieurs axes :

- La solidarité à la population** face au terrorisme, aux attaques contre les libertés démocratiques et les droits des femmes.
- Le soutien aux luttes des salarié-es**, qui s'est notamment traduit en France par la popularisation de la lutte et la solidarité financière avec les ouvrières licenciées par la filiale Latelec de l'entreprise française Latécoère.
- La poursuite du travail en commun des syndicalistes français-es et tunisien-nes**, notamment face aux multinationales implantées dans les deux pays (centres d'appels, groupe Orange, etc.).
- Le renforcement des liens entre Solidaires et les associations de l'immigration tunisienne en France.**

Philippines : solidarité avec les victimes du super-Typhon

Nous relayons l'appel de l'Association Europe Solidaires Sans Frontière. ESSF a lancé dès le 11 novembre une **initiative de solidarité avec les victimes du super-typhon Haiyan** aux Philippines. ESSF collabore pour cette initiative avec deux organisations basées à Mindanao avec lesquelles l'association a déjà travaillé quand de précédents typhons meurtriers avaient frappé le nord de cette île: la Tri-People's Organization Against Disasters Foundation et le Ranaw Disaster Response & Rehabilitation Assistance Center. Ils ont une importante expérience d'intervention en temps de désastres humanitaires avec des moyens très légers, un engagement militant. Ils appartiennent à un réseau national d'ONG et mouvements populaires. Ils sont en relation avec des organisations dans les régions dévastées, mais les locaux de ces dernières ont généralement été dévastés et les communications sont très aléatoires. Ils ont donc envoyé une première équipe pour faire le point. Une seconde suivra bientôt. Ils ont pour orientation de lier entre eux secours d'urgence, réhabilitation et reconstruction, en suivant les victimes dans la durée. **Ils visent aussi à l'auto-organisation des sinistrés-es, pour qu'ils et elles redeviennent acteurs et actrices de leurs destins et puissent défendre leurs droits en situation de grande faiblesse.** Travaillant avec des Moros (musulmans), des tribus montagnardes et des descendants des migrants philippins chrétiens, ils sont à même de lutter contre les discriminations religieuses ou ethniques aussi bien que sociales.

<http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article30296>

Secteur ferroviaire : un appel syndical européen

Le secteur ferroviaire, comme tous les services publics, est fortement attaqué par les gouvernements et les diverses institutions au service des capitalistes. Les privatisations touchent toutes les activités ferroviaires, les restructurations visent à démanteler les réseaux publics intégrant infrastructure et exploitation ferroviaires, les droits des travailleurs-ses du rail sont sans cesse remis en cause. Ceci s'inscrit dans la lutte globale que mènent patrons, actionnaires et autres banquiers, contre celles et ceux qui ne vivent que du fruit de leur travail. Dans tous les pays, gouvernement et patronat mettent en œuvre une succession de plans d'austérité qui répondent aux exigences des institutions mondiales : Fonds Monétaire International, Banque Mondiale, Banque Centrale Européenne, etc. Leur recette est simple : faire payer les peuples, exploiter toujours plus les travailleurs et travailleuses, pour accroître le pouvoir et les profits d'une petite minorité qui les exploite.

Le syndicalisme a la responsabilité de proposer des alternatives et de construire les rapports de forces permettant aux travailleurs et travailleuses de renverser cette tendance. C'est nécessaire au plan interprofessionnel, pour unifier nos luttes et offrir des perspectives de changements profonds dans l'organisation de la société. C'est indispensable dans chaque secteur professionnel, pour ancrer cette démarche au plus près du terrain, pour que ce soit la base, et la masse, des travailleurs et travailleuses qui se l'approprient et la mettent en œuvre. Nos organisations syndicales se sont rencontrées, à plusieurs reprises. Elles portent à la connaissance des cheminot-es des divers pays européens leur accord sur les points repris ci-après et travailleront ensemble pour construire les mobilisations nécessaires. Notre démarche prolonge celle du Réseau syndical international de solidarité et de luttes et du Réseau Rail Sans Frontière ; elle se fait dans le respect de la décision de chacune de nos organisations d'être ou non membre d'une internationale syndicale ; surtout, elle est ouverte à toutes les organisations qui approuvent cette déclaration et la traduisent en actes par la pratique quotidienne de leurs équipes militantes [...]

4 pages internationalistes diffusées aux travailleurs-ses du rail en France, en Belgique, en Espagne, en Italie, en Suisse, au Pays basque.



Portugal : nouvelle journée de manifestations le 26 novembre

Face à l'austérité, à la remise en cause des droits sociaux, aux multiples attaques antisociales, des manifestations ont été organisées le 19 octobre, des rassemblements ont eu lieu le 1^{er} novembre. Même si ces mouvements sont moins forts que ceux du printemps, ils montrent une résistance réelle aux importantes attaques antisociales du patronat et du gouvernement. Une nouvelle journée de manifestations aura lieu le 26 novembre.

www.cgtp.pt

Amnesty international : 10 jours pour signer

A partir du 6 décembre 2013, Amnesty International organise *10 jours pour signer*, sa mobilisation mondiale annuelle pour **sortir de l'oubli des hommes et femmes dont les droits sont bafoués**. Autour de la journée des droits de l'Homme, le 10 décembre, l'organisation **dénonce de graves violations des droits humains** et invite tous les citoyen-nes du monde à s'unir contre l'oubli et soutenir en nombre des personnes menacées. Le site dédié explique **les histoires de ces personnes**. Chacun-e peut les faire connaître à ses réseaux et partager son indignation, puis passer à l'action en signant les pétitions mises en ligne du 6 au 16 décembre.

<http://solidaritecajamarca.blogspot.fr>

Maroc : campagne pour la libération des prisonnier-es politiques

La coordination syndicale euro-méditerranéenne, dont l'Union syndicale Solidaires est membre, soutient la campagne de parrainages des prisonniers politiques au Maroc. Aujourd'hui encore nombreux sont les militant-es syndicaux, associatif, politiques sont emprisonné-es autour de la Méditerranée pour avoir participé à une manifestation, exprimé leurs opinions, critiqué le pouvoir en place, lutté contre un système oppressant. Des dizaines militant-es de l'ANDCM (Association Nationale des Diplômés Chômeurs Marocains), de l'UNEM (Union Nationale des Etudiants Marocains), du mouvement du 20 février au Maroc, des différentes luttes sociales (Imider, Ait Bouayach, Sidi Ifni...) passent des mois voire des années dans les prisons du royaume chérifien. Les militant-s des collectifs de chômeurs font également régulièrement des séjours en prison en Algérie et en Tunisie. Des militants sahraouis ont été condamnés à de la prison à perpétuité en février 2013. [...]

La Coordination syndicale méditerranéenne a décidé de lancer une campagne d'information, de sensibilisation et de mobilisation pour la libération des prisonnier-es politiques au Maroc. Nous soutenons la campagne de parrainage des prisonniers politiques, lancé par l'ASDHOM, ainsi que les actions de l'AMDH et ATTAC Maroc. www.asdholm.org/?p=83156

Colombie : soutien aux travailleurs-ses de Nestlé

A Bugalagrande, plusieurs travailleurs de Nestlé ont débuté une grève de la faim, début novembre. Les patrons de la multinationale Nestlé sont responsables de cette situation. Nos camarades ont décidé cette action après que de nombreuses autres formes d'action n'aient pas permis de satisfaire leurs demandes. Pourtant, ils ne demandent que l'application d'une convention signée depuis juin 2012 !



Une fois de plus, le patronat, après avoir été obligé de céder à travers la signature d'un accord qui est le résultat du rapport de forces favorables aux salarié-es, refuse sa mise en œuvre dès que la situation n'est plus conflictuelle ! La direction de Nestlé-Colombie refuse de reconnaître le syndicat que les travailleurs ont choisi, le Syndicat National des Travailleurs de l'Industrie de l'Alimentation (Sinaltrainal). Pire, elle mène publiquement une campagne diffamatoire vis-à-vis de plusieurs de ses responsables, portant des accusations dont la gravité est accentuée par le contexte répressif qui sévit en Colombie. La violence envers les militants syndicaux est récurrente dans ce pays, organisée par les milices patronales et gouvernementales. La direction de Nestlé porte donc une responsabilité directe dans l'assassinat d'Oscar Lopez Trivino, qui travaillait depuis 25 ans à Bugalagrande. La veille, le syndicat avait reçu des menaces de mort...

Nous soutenons les légitimes demandes de nos camarades pour que Nestlé-Colombie :

- respecte entièrement la convention signée avec Sinaltrainal.
- cesse de délégitimer et diffamer Sinaltrainal, car cela met en danger les syndicalistes.
- abandonne les mesures antisyndicales contre Sinaltrainal et garantisse entièrement la liberté syndicale.
- fasse le nécessaire pour protéger la vie et l'intégrité des syndicalistes menacés et de leurs familles.

www.sinaltrainal.org

La paix en Afrique ne doit pas se décider à l'Élysée avec des dictateurs !

L'Union syndicale Solidaire est cosignataire de cet appel. A l'initiative de François Hollande, un Sommet de l'Élysée sur la paix et la sécurité en Afrique aura lieu à Paris les 6 et 7 décembre. Il s'agit du premier Sommet France-Afrique organisé sous F. Hollande, qui a convoqué lui-même ce sommet, choisi son thème et décidé de l'organiser dans un lieu aussi symbolique que l'Élysée. Comme ses prédécesseurs, **le Président français paraît ainsi considérer le continent africain comme une zone qui ne doit pas échapper à l'influence de la France.**

Dans la tradition des Sommets France-Afrique, la plupart des dictateurs africains du pré-carré francophone seront présents. [...] Tous bénéficient du soutien diplomatique, économique (via l'aide publique) et militaire ou policier de la France. Tous soutiennent la France dans ses nombreuses interventions militaires menées sur le continent africain, où elle dispose toujours de bases militaires et de forces pré-positionnées. En échange de leur soutien à ces interventions, comme celle menée récemment au Mali, **ces dictateurs attendent le silence de la France sur leurs exactions. Les démocrates tchadiens, togolais et djiboutiens ont subi dans leur chair en 2013 les conséquences diplomatiques du soutien de leurs chefs d'État à l'opération Serval.** Le soutien de la France à des dictateurs, les ventes d'armes et les nombreuses interventions militaires menées par la France sur le continent africain pour les soutenir n'ont en rien amélioré la sécurité et les conditions de vie de leurs populations. La situation actuelle en Centrafrique, où la France a installé et soutenu tous les dictateurs qui se sont succédés, est une des illustrations des conséquences de cette funeste politique. Et lorsque la France prétend intervenir au nom des droits de l'Homme et dans un cadre multilatéral, comme elle l'a fait en Côte d'Ivoire, en Libye ou au Mali, c'est toujours avec des motivations ambiguës, liées à ses intérêts géostratégiques.

Un sommet sur la paix et la sécurité en Afrique ne doit pas se tenir à l'initiative et sur le sol d'une ex-puissance coloniale caractérisée par son ingérence sur le continent et en présence de dictateurs qui y ruinent tout espoir de paix. **Nous, associations et citoyen-ne-s français-e-s et africain-e-s réclamons l'annulation de ce sommet, la fin du soutien diplomatique, économique, militaire, policier et des ventes d'armes aux régimes répressifs, la suppression des bases militaires françaises en Afrique.**

Vous pouvez retrouver les informations de la commission internationale de Solidaires sur notre site à l'adresse suivante : www.solidaires.org/article12420.html